

# L'Humanité Rouge

Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

Lisez chaque jour notre série  
en page 3, intitulée :

Contre le gouvernement Giscard-Barre.  
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche.  
Lutter dans l'unité.  
S'organiser avec le parti des ouvriers et des  
paysans, le parti marxiste-léniniste.

**Aujourd'hui :**  
**Quel type d'alliance,**  
**avec qui**  
**et dans quel but ?**

## Editorial

### La voie de la lutte

Les travailleurs des hôpitaux, ceux de la réparation navale, les machinistes de la RATP, les ouvriers et ouvrières de chez Boussac, les gaziers et électriciens et maintenant ceux de Renault (occupations et forts débrayages dans tout le groupe), celles et ceux du groupe Prouvost-Masurel (lainerie de Cambrai occupée) : bien des secteurs dont des bastions ouvriers entrent en lutte avec une force que certains n'avaient pas connue depuis 1968.

Côté Giscard-Barre, c'était la politique « d'ouverture sociale » dans laquelle se précipitait le chœur unanime des directions syndicales. Dans le cadre ainsi dressé, c'était en fait une vaste série de mesures antiouvrières : la « libération des prix » en particulier touchait spécialement les transports, le logement, les produits de première nécessité comme le sucre (5,7 % au 1er juillet) et le lait (9 centimes par litre depuis jeudi), pour ne citer que les derniers.

Côté travailleurs, c'est la réponse, énergique, enthousiaste, à cette offensive de la classe des patrons.

Energique et enthousiaste en effet, comme cette ouvrière de la Lainerie qui nous explique les événements de la journée, la voix un peu cassée pour avoir clamé sa volonté de vaincre avec ses camarades d'usine et durant des heures par des chants populaires, répondant aussi de cette manière aux provocations et insultes de la direction.

Energique et enthousiaste aussi parce que c'est la voie de la lutte retrouvée : la lutte pour gagner face aux patrons dans l'usine occupée, avec tout le groupe s'il le faut (il le faudrait), avec tous les travailleurs s'il le faut : il le faudrait car le plan Giscard-Barre frappe tous les travailleurs. « C'est dur, ce sera dur, mais la lutte c'est le seul moyen ».

Les travailleurs ont toujours voulu combattre les patrons, le capitalisme. Pour avoir fait de cette volonté de lutte un appendice de programmes électoralistes, pour l'avoir dévoyée pendant des années dans l'impasse qu'a été, de fait, l'Union de la gauche, certains chefs syndicalistes en ont entendu ces jours-ci, à Cléon par exemple.

La victoire d'aujourd'hui, c'est la voie de la lutte retrouvée pour bien des travailleurs.

La victoire de demain, ce sera l'unité de classe reconstruite face aux capitalistes dans la lutte et pour la lutte, et non plus la division derrière l'unité de façade de partis dont les dirigeants rêvent d'être ministres.

Jacques DUROC

## ILS OCCUPENT !

à Renault-Flins  
à Renault-Cléon  
28 00 à la Lainerie de Cambrai  
2 usines Boussac



Manifestation à Renault-Flins

Dans le vacarme des ateliers, aux chaînes, aux métiers, les poings se serrent ces temps-ci.

A Renault, les discussions avec la direction générale ont commencé la semaine dernière à Billancourt (salaires, congés, etc.). Les syndicats ont appelé à deux heures de débrayage vendredi dernier (26 mai). Depuis hier, Renault-Flins et Renault-Cléon sont occupées.

### A CLEON

C'est mardi, lors d'un nouveau débrayage, que les travailleurs ont commencé à défilier : jusque dans les bureaux (pour la première fois à Cléon). Pas de reprise en fin de débrayage.

(suite page 8)

## «Le Mundial commence mal, Videla»

Les organisateurs argentins du Mundial s'attendaient à une avalanche de touristes (de 30 à 40 000 pour la seule ville de Buenos-Aires). Or, il en est venu la moitié moins : de 15 à 20 000 selon les chiffres officiels du gouvernement fasciste. Par contre, les manifestations de protestation les plus diverses se sont multipliées.

Pendant que les généraux se succédaient à la tribune du stade pour souhaiter sans sourciller « bienvenue en cette terre de paix, de liberté et de justice », une centaine de femmes manifestaient sur la Plaza de Mayo pour exprimer aux autorités, devant la presse internationale, leur douleur d'être sans nouvelles de leurs maris, fils ou frères que la

junte a fait disparaître sans laisser de traces.

Pendant ce temps aussi, plusieurs centaines de femmes italiennes manifestaient devant l'ambassade d'Argentine à Rome et la section suédoise d'Amnesty internationale adressait une lettre au président argentin demandant des informations sur le sort réservé aux prisonniers des geôles de Videla.

A Colmar, les cloches des trois églises sonneront un quart d'heure chaque jeudi, durant toute la durée du Mundial, à l'initiative d'un conseil paroissial protestant de la ville, pour que l'on n'oublie pas « la réalité d'un peuple meurtri et baillonné » le peuple argentin.

La Fédération de l'Éducation nationale (FEN) a écrit à Giscard d'Estaing pour demander que « la représentation de la France se limite à la seule compétition sportive à l'exclusion de toute participation à des initiatives organisées par le gouvernement argentin ».

La FEN demande aussi que « les journalistes puissent exercer leur métier en

toute liberté » et exige le rétablissement des libertés civiques et syndicales en Argentine ainsi que la libération immédiate de tous les prisonniers politiques et syndicaux.

Même si cette lettre de la FEN à Giscard reste bien timide et bien tardive, elle entre dans le courant vaste et multiple d'opposition au Mundial en Argentine. Ce courant d'opinion est tellement large qu'un politicien bourgeois comme le responsable du CDS (réformateur) Bernard Stasi a indiqué qu'il fallait « regarder avec beaucoup d'attention les matchs qui vont se dérouler, mais ne pas oublier ce qui se passe là-bas... ».

Lire nos articles en page 8 :

- L'offensive russe en  
Afrique

- La France massacre au  
Tchad !



## L'expulsion des chinois résidant au Vietnam

# Un coup porté à l'amitié entre la Chine et le Vietnam

Selon les autorités chinoises, c'est maintenant plus de 90 000 réfugiés chinois du Vietnam qui sont arrivés dans leur pays d'origine pour fuir la situation intolérable qui était devenue la leur au Vietnam.

La plupart d'entre eux, qui franchissent la frontière à pied ou en bateau, arrivent dans un état lamentable : exténués de fatigue et de chaleur, dépouillés de tous leurs biens, certains même blessés ou portant des marques des coups qu'ils ont reçus. A l'hôpital chinois de Hokeou, situé à la frontière avec le Vietnam, il y a déjà 300 de ces blessés, dont 9 grièvement. Plus grave encore : certaines de ces blessures ont été provoquées par les balles tirées par l'armée vietnamienne sur les réfugiés franchissant la frontière.

### ET POURTANT, DANS LE PASSÉ...

En racontant leurs épreuves au peuple chinois et aux autorités de leur pays qui les accueillent avec une chaleureuse et fraternelle solidarité, tous terminent leur récit par la même interrogation : « Au cours des luttes révolutionnaires, les ressortissants chinois résidant pendant plusieurs générations au Vietnam ont établi une amitié fraternelle avec le peuple vietnamien, pourquoi donc, aujourd'hui, les autorités vietnamiennes nous expulsent-elles ? ».

Car c'est un fait que la minorité chinoise établie au Vietnam a participé active-

ment aux épreuves et aux luttes du peuple vietnamien pendant sa guerre révolutionnaire de Libération contre l'impérialisme US. Les militants du FNL opérant à Saïgon, du temps de la clique Thieu et de ses maîtres américains savaient pouvoir compter sur la solidarité active des habitants de Cholon, le quartier commerçant chinois, en cas de besoin.

La plupart des réfugiés qui arrivent aujourd'hui en Chine sont nés au Vietnam où leurs familles résident souvent depuis plusieurs générations. Une partie d'entre eux étaient des commerçants parfois aisés, mais la plupart sont mineurs, ouvriers, petits paysans. Ils participaient intimement à la vie du peuple vietnamien avec lequel ils avaient noué des liens particulièrement étroits.

### PERSÉCUTÉS DEPUIS UN AN

Alors que s'est-il passé pour qu'on en arrive là ? Pour que des soldats de l'armée régulière du Vietnam tirent sur des civils chinois sans défense, expulsés par les autorités du Vietnam ?

Selon ces dernières « certains Chinois se seraient livrés à une campagne d'intoxication, répandant des

rumeurs et semant la discorde entre le Vietnam et la Chine ». Les ressortissants chinois ayant « cru à la légende » à ces rumeurs, auraient massivement cherché à franchir illégalement la frontière pour regagner leur pays.

Pékin dément formellement cette version des faits. Les autorités chinoises affirment que ce sont les déparlements officiels du Vietnam qui sont à l'origine de ces bruits selon lesquels « la Chine allait attaquer le Vietnam ».

Selon les témoignages des réfugiés, un certain nombre de discriminations et de persécutions étaient pratiquées à leur encontre depuis près d'un an : perte de leur emploi, ration alimentaire réduite ou supprimée, arrestations et « passage à tabac » et même massacres à Cholon notamment. Nombre d'entre eux affirment avoir été contraints de remplir des « formules de rapatriement volontaire » avant d'être transportés en groupes sur la rive de la rivière frontière avec la Chine.

La plupart des biens acquis par leur travail, leur ont été purement confisqués.

Plusieurs témoignages confirment aussi que le peuple vietnamien ne les a pas vus traités ainsi et expulsés de gaieté de cœur et désapprouve formellement cette attitude des autorités vietnamiennes.

### NATURALISATION FORCÉE

Nombre d'entre eux affirment aussi avoir été sommés d'adopter la nationalité vietnamienne et de renoncer à leur nationalité chinoise a clairement rappelé sa politique constante sur ce problème :

« En ce qui concerne le problème de la nationalité des ressortissants chinois résidant à l'étranger, notre pays applique invariablement cette politique consistant à leur donner son accord s'ils choisissent, conformément au principe du libre consentement, la nationalité du pays de résidence, et à les y encourager. Dans le même temps, nous n'admettons pas qu'on les contraigne à se faire naturaliser contre leur propre volonté ».

Par le passé, le gouvernement fantoche sud-vietnamien avait voulu imposer la naturalisation forcée aux ressortissants chinois. Aussi bien la République démocratique du Vietnam que le Front national de Libération du Sud-Vietnam avaient dénoncé alors cette mesure. Il est profondément regrettable qu'aujourd'hui cette juste position n'ait pas été respectée. Ces arguments portent un coup sévère à l'amitié entre la Chine et le Vietnam et sont contraires à l'intérêt du peuple vietnamien lui-même.



Refugiés franchissant la rivière Nantsh (photo Chine nouvelle).

## Une base de missiles soviétiques contre la Chine ?

L'URSS a établi au Nord-Vietnam une base de missiles dirigés contre la Chine, écrit mercredi le « Wen Wei Pao », journal de gauche de Hong Kong.

Le journal précise que cette base a été aménagée peu après les combats frontaliers entre le Kampuchea et le Vietnam, il y a six mois, près du centre houiller de Huong Khe, à un peu moins de 350 km au sud de Hanoï. Selon lui, elle aurait été imposée au Vietnam par Moscou comme une des conditions de l'aide militaire et économique soviétique.

Ce même journal annonce que les Soviétiques se sont installés dans le port de Haiphong et dans l'ancienne base navale américaine de la baie de Cam Ranh, au sud du pays.

Des informations aussi importantes appellent de clairs et rapides démentis sous peine de susciter légitimement les plus graves interrogations.

### • Maroc

150 mécaniciens au sol de « Royal-Air-Maroc », ont été arrêtés lundi à Casablanca et « conduits vers une destination inconnue ».

Les mécaniciens, qui étaient en grève depuis le 21 mai, s'étaient réfugiés depuis samedi dernier au siège de l'UGMT à Casablanca pour échapper aux mesures de réquisition prises à leur encontre par la direction de la compagnie aérienne marocaine.

Selon la centrale syndicale « La police, après avoir établi un état de siège pendant 72 heures autour de l'UGMT, privant ainsi les grévistes de tout contact avec le monde extérieur, a violé les locaux du syndicat dans la nuit de dimanche à lundi pour emmener les grévistes ».

### ERRATUM

Dans notre édition datée du 2 juin, page 2, une coquille a déformé le nom du président de l'EKKE. Il fallait lire : Hristo Bistis. Nous nous en excusons auprès de tous nos lecteurs.

### • Turquie

## Un fondateur du Parti ouvrier et paysan de Turquie assassiné

Depuis la formation du gouvernement Ecevit, les troupes terroristes d'extrême-droite et d'extrême-gauche multiplient les attentats et les assassinats en Turquie : en moins de cinq mois, 300 personnes ont été assassinées.

Ces groupes veulent créer un climat de trouble et de terreur et, bien qu'Ecevit se soit engagé à leur faire la chasse, ils bénéficient pour le moins de la complicité de la police, quand ce n'est pas elle-même

Vue de l'enterrement qui assassine...

Au nom de « l'Humanité rouge », nous présentons nos sincères condoléances au Parti ouvrier et paysan de Turquie ainsi éprouvé.

Le fondateur du Parti ouvrier et paysan de Turquie (TIKP) et membre de l'Assemblée dirigeante du Parti, Mehmet Cetin, a été assassiné à Pazarcik, le 27 mai par un commandant de la gendarmerie.

Mehmet Cetin fut un dirigeant paysan bien connu à

Pazarcik, dans la région sud-est de la Turquie. C'était lui qui avait dirigé la coordination des luttes pour la terre, regroupant des paysans de dizaines de villages, contre les propriétaires terriens. C'était lui qui était toujours en avant dans la lutte contre la répression et

l'exploitation.

Lors de son enterrement, Hasan Yalcin, membre du Comité central du TIKP, a été inculpé pour participation à l'enterrement au nom du Comité central du TIKP.

Communiqué de presse du Bureau d'Aydinlik à Paris







PCF

## Althusser et Elleinstein jugés indésirables

Les militants et les cadres politiques des partis de gauche continuent de chercher quelles améliorations de stratégie pourraient permettre à l'Union de la gauche de sortir de l'impasse. Le malaise est clair à la veille de la fête de « l'Avant-garde », organe des jeunes du PCF.

A la veille de la fête de « l'Avant-garde », organe central de la jeunesse du PCF, le ton de la polémique a encore monté entre la direction et les contestataires.

### PRIVÉS DE FÊTE

Jean-Michel Catala, secrétaire général du Mouvement de la jeunesse communiste, n'a jamais brillé par sa finesse. Sa spécialité est de clamer brutalement ce que dit plus délicatement la direction du PCF.

A propos de la fête de son organisation à Ivry ce week-end, Catala a clairement déclaré : « Je considère que ni notre mouvement, ni notre fête ne peuvent être les lieux utilisés par certains membres du Parti, qui mènent un combat ouvert contre la ligne du PCF et contre sa direction (...) Il n'est pas question d'interdire. Je dis qu'une telle attitude serait inadmissible et que les jeunes communistes ne la comprendraient pas ».

Autrement dit, les contestataires comme Althusser et Elleinstein sont privés de fête pour le week-end prochain, jugés indésirables. « C'est une appréciation officielle de la direction de

notre mouvement. Chacun prend ses responsabilités » a précisé Catala.



« Ces démarches nuisibles rencontreront une ferme riposte politique. »

Il faut dire que les idées d'Althusser surtout ont une certaine audience dans les rangs des jeunes du PCF. Le texte signé par 33 d'entre eux et publié par « le Monde » voici quelques temps proposait de « donner la priorité aux luttes unitaires à la base pour reconstruire l'Union de la gauche ».

Cette idée de « comités d'union populaire » dont le but est « d'avancer de manière offensive dans la voie du XXIIe congrès » est une des principales conclusions

des textes d'Althusser dans le même journal « le Monde ».

### « MAINTENANT »

Le malaise n'existe pas que dans le PCF. C'est ainsi que l'hebdomadaire « Politique hebdo » change-

ra de formule. Le nouvel hebdomadaire sera le lieu de rencontre et d'expression de toute une série d'intellectuels en marge dans l'Union de la gauche.

Dans la plate-forme d'appel à soutenir le journal qui s'appellera « Maintenant », on trouve à la fois les signatures d'Elleinstein et de Frémontier (du PCF), de Motchane ou de Guidoni (du CERES, minorité du PS), de Mousel (dirigeant du PSU), de Piaget (également du PSU). On y trouve aussi des militants de la majorité du PS. Et des noms connus comme celui de Bernard Lambert ou Poulantzas qui se situent dans la mouvance de la gauche.

Tous ces contestataires, ces intellectuels mal à l'aise dans une gauche qu'ils ne veulent toutefois pas quitter essaieront de faire de ce journal une tribune de regroupement de tous ceux qui espèrent réformer la stratégie des partis de gauche.

Une initiative qui va se heurter au mur des direc-

### Dans notre courrier ...

Cette lettre pour vous raconter une initiative que nous avons prise (ma femme et moi). Nous avons discuté chez nous avec deux couples d'amis (l'un que nous avons rencontré à l'association de parents d'élèves ou nous sommes et l'autre avec qui nous travaillons dans la CSCV du quartier). L'un des deux couples est militant du PCF, quant aux deux autres amis, déçus en mars par l'échec de la gauche, ils se sont présentés ce soir-là comme sympathisants du PCMLF. Nous aurions dû être un peu plus nombreux, si d'autres militants du PCF, avec qui nous travaillons avaient pu se libérer ce soir-là. Il n'en fut rien pour des raisons diverses mais non politiques.

Les discussions que nous avons pu avoir furent très intéressantes. Que ce soit sur le socialisme, sur la nécessité d'utiliser la violence de classe contre la bourgeoisie ou sur la nécessité de la lutte unie à la base dans les entreprises, nous avons pu nous rendre compte de nombreux points de convergence. A tel point que nous nous sommes promis de « remettre ça » prochainement pour discuter plus méthodiquement de ce qui nous unit.

Cette discussion autour d'un verre n'est sans doute pas grand chose, ce n'est qu'un fil en apparence bien mince que nous avons tissé, mais c'est un fil aussi solide que notre unité lorsqu'il s'agit de lutter ensemble (...).

Un lecteur de Lille.

tions des partis de gauche, de moins en moins prêtes à l'ouverture. Plissonnier ne vient-il pas dans « l'Humanité » de mercredi dernier, de réitérer les menaces du Bureau politique du PCF à l'égard des contestataires : « Ces démarches nuisibles rencontreront une ferme riposte politique ». Comment peut-on après les déclara-

tions de Catala ou de Plissonnier espérer encore changer le PCF de l'intérieur ?

Pendant ce temps, « l'Humanité » continue avec cynisme à publier des extraits de lettres de militants qui trouvent qu'au fond, tout va bien et que seuls quelques intellectuels sèment la pagaille par des déclarations intempestives...

Contre le gouvernement Giscard-Barre  
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche  
Lutter dans l'unité,  
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste



## QUEL TYPE D'ALLIANCE, AVEC QUI ET DANS QUEL BUT ?

La classe ouvrière ne peut gagner seule. C'est en s'appuyant sur cette idée juste que Marchais justifie aux yeux des travailleurs ses tripotillages politiques avec Mitterrand et Fabre. C'est en s'appuyant sur cette idée qu'il justifie la stratégie d'alliance que le 22e congrès du PCF a baptisé « Union du peuple de France ».

Ainsi le refus de l'isolement de la classe ouvrière dans la lutte qu'elle mène pour le socialisme, sert à légitimer une stratégie d'alliance qui, en définitive, brade entièrement les intérêts ouvriers (c'est ce que nous avons essayé de montrer dans de précédents articles).

Tout cela veut-il dire que la classe ouvrière est finalement condamnée à un choix cornélien :

Etre l'éternelle vaincue qui ne préserve sa « pureté révolutionnaire » qu'au prix d'un isolement minoritaire.

Ou bien « perdre son âme » dans la réalisation d'un rassemblement majoritaire du peuple, dans lequel à peu près tout le monde trouverait son compte (y compris les petits et moyens capitalistes des PME) sauf elle ?

La classe ouvrière est bien fondée à refuser une voie d'isolement qui ne pourrait la conduire qu'à la défaite. Au cours de plus de cent années de lutte de classe, elle a appris, et souvent en le payant de son sang, la nécessité de réaliser autour d'elle une large union populaire.

Bien des compromis, difficiles à digérer comme les concessions honteuses à Mitterrand qui se succèdent depuis 1965, n'ont pu être imposés qu'à travers le chantage à l'isolement.

Ainsi Marchais, le champion de l'Union du peuple

de France, serait un homme profondément réaliste qui ne se contente pas de discourir sur le socialisme, mais qui en recherche concrètement les voies et les moyens.

Quant à nous, partisans de la lutte « classe contre classe » nous ne serions en définitive que de pauvres doctrinaires égarés, d'un autre âge.

Qu'en est-il ? En fait, la question n'est nullement pour ou contre les alliances, mais bien : quel type d'alliance, avec qui et dans quel but ?

Dans notre pays, toute la vie est marquée par la lutte entre deux classes : la classe ouvrière et la bourgeoisie capitaliste. Leurs intérêts sont absolument inconciliables et elle se livre un combat permanent.

Entre ces deux classes se trouve une masse nombreuse, intermédiaire : la petite bourgeoisie, la paysannerie, les fameuses classes moyennes.

La classe ouvrière doit en effet unir autour d'elle, pour abattre le capitalisme, non seulement les travailleurs mais aussi les petits bourgeois et les paysans ayant intérêt à la destruction du système et de l'État capitalistes. Seule la classe ouvrière peut diriger une telle union. C'est cela la signification concrète de la stratégie classe contre classe. Et cela n'a rien à voir avec le « rassemblement majoritaire des masses » de Marchais ou la classe ouvrière, avec des patrons, certes petits et moyens, « aideraient » Marchais... à gérer les grands monopoles nationalisés.

Nous verrons dans les prochains articles cette question des alliances que doit réaliser la classe ouvrière et en premier lieu l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie pauvre qui constitue le fondement du front uni.

Pierre MARCEAU

### Demande de contact

Contre le gouvernement Giscard-Barre,  
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche  
Lutter dans l'unité,  
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Profession .....

Indiquez de façon précise le lieu de votre travail (ville, arrondissement, quartier).

Pour toute correspondance,  
téléphonez au numéro suivant :

205 51 10





## ● Hôpital Sainte-Anne en grève

# « Nous faisons grève pour nous, mais aussi pour améliorer les conditions des malades »

Reportage de  
Jean NESTOR

Voilà plusieurs semaines que, les uns après les autres, des hôpitaux entrent en grève. Le premier à le faire dans la région parisienne a été l'hôpital Sainte-Anne, où 1 700 employés s'occupent du mieux qu'ils peuvent d'un millier de malades. Nous sommes allés les voir pour mieux connaître leurs revendications et les conditions de leur mouvement.

A la porte principale de l'hôpital, des membres du personnel distribuent des tracts, accueillent les visiteurs parfois venus d'autres hôpitaux pour faire coordination, expliquer leur grève. Les grévistes tiennent à ce que « les gens sachent ce qui se passe » et attendent beaucoup de leur soutien et de la popularisation de la grève, notamment à l'occasion des journées « portes ouvertes ». C'est dans le bureau des entrées que se trouve le piquet de grève où toutes les catégories sont représentées : infirmiers, agents hospitaliers, élèves-infirmiers, administratifs et ouvriers. Je demande à ces travailleurs, et d'ailleurs surtout travailleuses, de m'expliquer tout d'abord comment ils s'y prennent à l'hôpital pour faire pression sur l'administration.

« On n'est pas dans une entreprise privée. Ici le directeur n'est certes pas le plus petit des salariés, mais ça n'est pas le patron, même s'il s'en donne l'air et considère l'établissement comme le sien, avec un certain paternalisme. Notre principal moyen de pression consiste à empêcher les rentrées d'argent. Les entrées et prises en charge ne sont plus comptabilisées et la Sécurité sociale ne rembourse alors

plus l'hôpital. Par contre, nous assurons les soins et l'alimentation des malades. Aussi, lorsque le directeur a fait paraître une note pour nous supprimer 1/30<sup>e</sup> des salaires, plus d'une centaine de personnes se sont rassemblées au abords de son bureau pour qu'il fasse une note contraire ».

— Q : Pourriez-vous raconter aux gens, qui les connaissent souvent mal, en quoi vos conditions de travail laissent à désirer ?

R : « Le plus criant, c'est le manque d'effectifs qui retentit aussi bien sur le personnel que sur les malades. Ainsi, théoriquement, les infirmiers devraient s'occuper des malades, discuter avec eux, etc. On parle beaucoup des relations médecin-malade et infirmier-malade dans les hautes sphères médicales notamment. Mais dans la réalité, ça n'est pas du tout ce qui se passe. Prenez un pavillon où il y a 78 malades, deux filles la nuit, 4 à 6 dans la journée. Une fois qu'on a fini le ménage, les soins, les médicaments, etc., il ne reste guère de temps pour parler. Alors, le rapport avec les malades... S'il y en a qui veulent partager le balai avec nous, alors oui, c'est le seul moyen. Les malades le ressentent et



Les effectifs sont réduits, il y a des lits dans les couloirs. C'est l'hôpital Ste-Anne. Les infirmiers refusent d'être des infirmiers-balais, ils veulent avoir les moyens de soigner les malades.

nous disent « Occupez-vous de moi ». On ne veut plus de ça. Nous sommes des gens qui savent ce qu'ils veulent : nous faisons grève pour nous, mais aussi pour améliorer les conditions des malades.

— Q : Et quelles sont donc vos revendications ? Une infirmière :

« Par rapport aux effectifs, nous demandons l'embauche immédiate de 300 élèves-infirmières ou diplômées. Jusqu'à présent, il y en a environ 80 ».

Une élève-infirmière : « En outre, on fait le ménage, la cuisine, on nous utilise comme bouche-trou... C'est pour ça qu'un élève a voulu se présenter à l'examen avec un balai et une serpillière... »

Un ouvrier :

« On demande aussi que la prime de 250 F (prime Veil) soit donnée à toutes les catégories du personnel (jusqu'à présent, seuls les infirmiers en bénéficient). C'est pour l'égalité du personnel : on est tous plus ou moins au contact des malades et les risques (la prime a été justifiée sur la base des risques), nous les partageons tous... Souvent, on travaille toute la journée, enfermés avec les malades dans les services ».

Une infirmière et un administratif :

« Avant, nous étions obligés de faire des aller-retour vers les cuisines ou la lingerie avec des chariots vétustes qui datent de 1900. Nous en avons mis à la casse lors de la manifestation du 18 mai et, depuis la grève, ce sont les ouvriers avec des camionnettes louées qui s'occupent d'apporter l'alimentation et le linge. Ceci pour bien montrer qu'il est possible avec la mécanique

tion que nous revendiquons de soulager notre travail. Nous demandons aussi la titularisation au bout d'un an pour les agents de bureau. Cette plate-forme re-

vendicative englobe toutes les catégories de personnel et nous ont permis de nous unir au niveau de l'ensemble de l'hôpital dans la lutte ».

— Q : Pourriez-vous par-

ler maintenant de la conduite de la lutte, de la coordination avec d'autres hôpitaux ?

R : « Depuis le début de la lutte, les syndicats nous soutiennent. Ils ont tourné dans l'hôpital lorsque le service Fullin a voulu démanteler le mouvement et ils président chaque jour deux assemblées générales. Tout le monde se serre les coudes et des gens qui pensaient ne pas savoir s'exprimer sont venus parler à la tribune, au micro. Avant-hier, il a été décidé que des non-délégués pourraient venir parler à la tribune. Quant à la coordination, nous envoyons des délégations à d'autres hôpitaux de la région parisienne (ce matin, il y en a qui sont partis pour Maison-Blanche). Des travailleurs d'hôpitaux viennent nous voir et se rendent compte qu'ils ont les mêmes problèmes, les mêmes revendications, et finalement les mêmes raisons de se mettre en grève que nous. Cette coordination, c'est positif, c'est un besoin. »

## ● SNCF-Villeneuve-St-Georges

# Les cheminots ne payeront pas l'augmentation du prix de la cantine

Dès l'annonce, mardi dernier, de l'augmentation du prix de leur cantine pour le 1<sup>er</sup> juin, les 200 à 300 cheminots de la gare de triage de Villeneuve-Saint-Georges se sont mobilisés en bloc.

Le repas, sans boisson et d'une qualité plus que médiocre, coûte actuellement 8 F,80, ce qui est déjà très cher. La direction prétend l'augmenter de 60 centimes.

Le mercredi à 12 h 30, a eu lieu une assemblée générale à l'appel de l'ensemble des syndicats. Après l'assemblée générale qui exprime un refus massif de l'augmentation, une cinquantaine de cheminots, du triage, des ateliers, du dépôt, se rendent chez le chef d'établissement de la direction locale.

Celui-ci explique que la hausse des produits alimentaires rend nécessaire cette augmentation et refuse de discuter.

Plus de 100 cheminots prennent alors le train pour se diriger aux bureaux de la direction régionale, Gare de Lyon. Le directeur du personnel qui reçoit une délégation répète que la direc-

tion régionale ne reviendra pas sur l'augmentation... Les cheminots occupent les lieux, en bloquant la porte du directeur régional jusqu'à 19 heures.

Après consultation, ils

décident de continuer de payer l'ancien prix. Un ticket pour le repas sera délivré à l'ancien prix par les syndicats qui tiendront la caisse et la remettront au gérant de la cantine.

## Entretien avec des travailleurs antillais

« Si nous sommes obligés de venir à Sainte-Anne comme dans d'autres établissements, dans les Postes, etc., c'est à cause du chômage qu'il y a chez nous, aux Antilles. En plus des conditions qui concernent l'ensemble des travailleurs, nous subissons aussi une discrimination évidente : par exemple, au niveau de la promotion où nous sommes brimés ; il est rare qu'un infirmier antillais devienne surveillant ou alors de nuit. En général, nous faisons des travaux moins qualifiés. Ici, à Sainte-Anne, certains médecins-chefs de service ne veulent pas qu'un certain quota d'Antillais soit dépassé dans leur service ; à leur avis, cela nuirait à la bonne marche du service. Cet argument n'a-t-il pas certaines consonances racistes ? De la part des autres travailleurs, il y a envers nous une certaine incompréhension. Ainsi, lorsque nous avons formé une commission pour parler de nos problèmes spécifiques, certains, notamment des syndicalistes de la CGT, nous ont reproché de diviser. Or justement, parler de nos problèmes spécifiques, cela est indispensable pour mobiliser davantage d'Antillais et renforcer la grève. C'est ce que nous allons tâcher de montrer. Un exemple de nos revendications propres : les métropolitains qui travaillent aux Antilles ont droit de revenir gratuitement chez eux tous les deux ans, nous tous les cinq ans. Eh bien, nous nous battons pour l'égalité des droits sur ce point aussi. »

## FETE POPULAIRE DU «CRI»

Le 4 juin 1978 Pignat (Hérault)

Rassemblons nos forces pour le socialisme

## FETE POPULAIRE ORGANISEE PAR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ET L'HUMANITE ROUGE

DIMANCHE 11 JUIN, DE 10 H A 22 H  
Parc de Loisirs de Valabre (Route Luyens-Gardanne)  
Bouches-du-Rhône

Pour tout contact, ou demande de participation,  
téléphoner la journée au 16 91 90 97 07





## • Institut géographique national-St Mandé

# Les géomètres luttent pour un nouveau statut

Depuis 8 ans, par des actions répétées mais de courte durée, les géomètres de l'Institut géographique national ont essayé d'obtenir de la fonction publique un nouveau statut. Depuis 8 ans, malgré le bien-fondé de leur revendication, ils se sont heurtés à un mur.

Dans les « normes » de la fonction publique, ils sont exploités la valeur technique accrue des géomètres sans

mêmes des ministères de la fonction publique et de l'Équipement. Ils furent expulsés manu-militari. Puis ils sont allées à leur direction générale.

Une réponse quant à leur statut doit leur être donnée le 8 juin, mais dès le 29, en assemblée générale, ils ont

prévu la réplique en déposant un préavis de grève re-conductible pour le 9 juin et en mobilisant chacun au maximum.

Les fonctionnaires, eux non plus, ne baissent pas les bras.

Les marxistes-léninistes de l'IGN.



Les flics interviennent...

classés catégorie B et ont un statut classique type B, en 1973, ils se sont vu reconnaître par la commission du titre du Conseil supérieur de la fonction publique le niveau technicien supérieur.

### POUR UN NOUVEAU STATUT

Ce n'était que justice car à l'École nationale des sciences géographiques, ils suivent une scolarité complète de 2 ans (cours et stage pratique) du niveau technicien supérieur comme à l'IUT. Or, aucune amélioration de déroulement de carrière et d'indices n'était venu concrétiser ce BTS (Brevet de technicien supérieur).

De plus, la direction générale de l'IGN sait très bien

les rétribuer tous à un niveau supérieur (vieille tactique patronale).

Insistons sur le fait que la direction générale préfère attribuer des primes en tout genre, à la tête du client selon la spécialité, plutôt que de réviser les indices du corps.

### LA GREVE

Les géomètres ont commencé par une semaine d'information avec tracts, affiches dans l'établissement, aux portes des ministères concernés, dans les départements où les géomètres sont en mission pour aboutir le lundi 29 mai à une grève.

Cette grève a commencé par un café collectif offert par les géomètres au personnel et par des visites impromptues dans les cours-

## • Cattenon-Moselle

# 70% de la population contre la centrale nucléaire

Dans une Moselle qui déjà subit lourdement licenciements et chômage, la politique de la bourgeoisie, sa politique du tout nucléaire ne peut rencontrer que l'opposition croissante de toute la population lorraine.

En juin 1977, à la suite d'une enquête d'utilité publique, 15 000 travailleurs sont défavorables à la construction de la centrale nucléaire de Cattenom.

Deux mille personnes la soutiennent. En été, une consultation administrative auprès des communes porte à 53 % le refus de l'installation de la centrale nucléaire. En tout, cela fait 70 % de la population de la région qui est contre le projet.

Malgré cela, EDF et le gouvernement veulent imposer la construction de la centrale. Ainsi, dans le courant des prochains mois, les premiers travaux vont avoir lieu.

### LA RIPOSTE

Face à un tel mépris, de la part du gouvernement et de l'EDF, la population de

Cattenom ne pouvait rester sans réponse. Ainsi, s'est constituée une coordination qui se donne comme but de recourir à un travail de mobilisation et à un nouveau rapport de force pour empêcher la construction de la centrale de Cattenom.

C'est dans ce cadre qu'aura lieu le dimanche 4 juin, un grand rassemblement à Cattenom, au stade municipal, à 15 h-15 h 30.

Sept forums débattront des problèmes du nucléaire. A 16 h 30, forum central et à 17 h, il y aura une marche symbolique en direction du site de la future centrale.

A l'appel de la coordination, 26 organisations politiques et syndicales ont apporté leur soutien. Parmi ces 26, il faut noter le soutien de deux organisations luxembourgeoise et allemande ainsi que le soutien des marxistes-léninistes du PCRM et du PCMLF.

## UN MOIS DE REPORTAGE EN CHINE

### DES JOURNALISTES RACONTENT...

Pendant un mois, des journalistes de l'« Humanité rouge » ont parcouru la Chine à l'invitation du « Quotidien du peuple », organe du Comité central du Parti communiste chinois. A partir de notre édition du lundi 29, et chaque jour jusqu'en juillet, nous consacrerons une page de notre journal aux articles, interviews et reportages qu'ils ont ramenés de Chine.

Lisez et faites lire cette série qui se poursuivra jusqu'en juillet (passez dès maintenant vos commandes à l'administration pour vous procurer la double page centrale de l'édition du 26 mai tirée à part, en affichettes, destinées à être collées en certains points précis : près des usines, dans certains quartiers, à proximité des kiosques diffusant notre journal).

### Abonnez vous et faites abonner à l'Humanité rouge quotidien

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITÉ ROUGE  
BP 61 75861 PARIS CEDEX 18  
Paiement par chèque ou mandat  
CCP 30 22672 D LA SOURCE

### QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Pendant la durée de la série, les lecteurs qui s'abonneront pour un ou trois mois recevront un classique du marxisme-léninisme (« L'État et la révolution » de Lénine, etc.) ; Ceux qui s'abonneront pour au moins six mois recevront, selon leur choix, le livre « Dix syndicalistes en Chine » ou « Le Printemps révolutionnaire de Mai 1968 » écrit par Jacques Jurquet.

### Abonnez-vous à l'Humanité rouge bimensuel

	Plu ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : ..... Prénom : .....  
Rue : ..... Commune : .....  
Code Postal : .....

Nos lecteurs qui désirent connaître le bimensuel peuvent en recevoir gratuitement, en nous écrivant, quatre numéros, sans engagement de leur part. Utilisez cette initiative pour élargir l'audience du bimensuel.

L'IGN (Institut géographique national) est une vieille maison qui fait partie de la fonction publique et s'occupe de cartographie, du relevé sur le terrain jusqu'à l'impression.

L'IGN comporte deux grands secteurs :

- L'un, installé à Saint-Mandé, comprend les géomètres, géographes, ingénieurs, informaticiens et quelques ouvriers (tireurs de plan par exemple). En tout 2 000 personnes. Les géomètres sont environ 500, assez dispersés, entre les relevés de terrain, les agences provinciales, etc.

- L'autre est constitué par l'imprimerie (cartes de tous modèles), une partie en province, l'autre à Paris : un millier de personnes en tout.

En toile de fond des problèmes de l'IGN, il y a celui de son passage au privé.



## Informations générales

## Barre pris en flagrant délit de trafic d'indice

Barre, l'honnête citoyen, celui qui dit toujours la vérité sur l'effort que nous devons faire, n'est pas parfait comme il voudrait le faire croire. Après avoir révélé comment le Premier ministre faisait des affaires depuis le Lichenstein, petite République enclavée dans l'Italie, le « Canard enchaîné » vient de publier quelques informations sur la façon dont lui, et ceux qui travaillent pour lui au plus haut niveau, s'y prennent pour diminuer artificiellement l'indice des prix.

Le « Canard » révèle que pour diminuer cet indice, Barre a ces dernières semaines autorisé le directeur de la concurrence et des prix, Claude Villain, à favoriser certaines ventes de viande de bœuf en dessous des prix du marché. La diminution en principe illicite atteignait 1,40 ou 1,50 F par kilo. Les carcasses ainsi vendues provenaient d'autres pays du Marché commun. Évidemment les ménagères n'ont pas outre mesure ressenti cette diminution, quand elles ont acheté de la viande. Ce n'était pas le but, ces ventes étant uniquement

destinées donc à faire baisser l'indice des prix.

Parmi les sociétés mises en cause, le « Canard » cite la SOCOPA dont le patron est un ami du directeur de la concurrence et des prix et Quiblier. Celle-ci, indique le « Canard », sont dédommages de leurs pertes sous forme de subventions prises sur le fond de soutien du ministère des Finances. De telles subventions sont en principe interdites. Ces pratiques, permettant de subventionner des importations qui seront revendues à perte, sont de plus contraires aux règlements du Marché commun. On voit donc que Barre le matamore de la pureté, lui qui n'est pas politicien ni affairiste pour un sou, n'hésite pas à se livrer à des pratiques pas jolies.

Le plus juteux, indique le « Canard », est que Villain va prendre le 1er juillet la direction générale de l'agriculture à Bruxelles. Là il doit superviser les opérations des affaires agricoles pour l'Europe et où il devra faire respecter des méthodes que lui-même n'hésite pas à pratiquer.

Dimanche 11 juin, Parc de Valabre Bouches-du-Rhône

## Une fête unitaire à l'appel des marxistes-léninistes

Il y a un an, dans les Bouches-du-Rhône, se tenaient deux fêtes séparées : celle du « Quotidien du peuple » à Marseille et celle de l'« Humanité rouge » à Gémenos, l'accord n'avait pu se faire sur une fête unique. Cette année, les marxistes-léninistes organisent en commun une seule fête : celle de l'« Humanité rouge » et du « Quotidien du peuple ». Voilà déjà un premier succès qui montre clairement les progrès dans l'unité des marxistes-léninistes.

De plus, il y a un an, la fête de l'« Humanité rouge » n'avait pu se tenir dans le parc de Valabre,

la municipalité de Gardanne (PCF) l'ayant refusé. Mais cette interdiction avait légitimement soulevé l'indignation de nombreux travailleurs de cette ville au point qu'une pétition fut signée par 200 d'entre eux environ. C'est ainsi que cette année, le parc de Valabre a pu être obtenu. C'est donc un deuxième succès.

Il reste maintenant aux militants marxistes-léninistes de Provence à en faire un succès d'affluence et une grande manifestation de l'unité des marxistes-léninistes. Nous sommes certains que leurs efforts seront récompensés.

### UNE DATE A RETENIR

Le mardi 6 juin 1978, jour du match France-Argentine, à 18 h 30, aura lieu un grand rassemblement de femmes en noir, (à l'initiative d'Amnesty International) en signe de solidarité avec les femmes argentines qui se rassemblent chaque semaine place de Mai, à Buenos Aires.



## Cinéma

## «Mais qu'est-ce qu'elles veulent ?»

Ce film de Coline Serreau présente des témoignages de femmes de tout âge et de toute classe. Ces interviews sont vivantes et chaleureuses. Ils rendent compte de la variété des personnalités et des problèmes des femmes.

Tout d'abord, c'est une paysanne qui nous fait part de sa solitude, dans son ménage et dans sa vie à la campagne. Obligée de faire un métier qu'elle n'a pas choisi, qui la fatigue, isolée, on sent sa détresse et ses gestes harassés, chaque jour recommencés.

Les jeunes ouvrières qui coupent des bouts de laine toute la journée, elles peuvent s'organiser. Elles sont syndiquées. Elles sont offensives dans leurs actions.

Celles que nous voyons dans un immense atelier de couture, actionnant l'aiguille infernale de leur machine, ou que l'on voit transpirer derrière un rideau de vapeur pour repasser les pantalons, sont très jeunes. Leur oppression est flagrante, révoltante et le patron interviewé entre deux scènes sur la confection à la chaîne, est d'un cynisme qui provoque un dégoût profond. Un seul mot dans sa bouche de jeune empâté avant l'âge : la rentabilité des filles.

Mais si la femme est opprimée dans son travail, elle l'est aussi dans la conception perpétuée par les idées réactionnaires bourgeoises qui maintiennent l'oppression, qu'elle soit sociale, sexuelle, culturelle.

Le film nous montre comment lutter contre ces idées et ne plus subir l'oppression. C'est l'exemple de cette très jeune étudiante

qui croit trouver la liberté sexuelle. Son témoignage est saisissant, même si elle a succombé derrière la caméra d'un cinéaste corrompu par l'argent (ou autre chose) qu'offre le cinéma pornographique.

Une autre critique aussi ce qu'a fait d'elle la société : une femme taillée au millimètre près, et ceci l'obligeant à se priver de nourriture.

Quant à cette femme-pasteur, attirée soi-disant par les mystiques, elle s'est laissée plonger dans la vie bien concrète de mère de sept enfants. Elle nous rapporte sa remise en question : désirait-elle ces enfants ?

Était-elle faite pour le mariage ? Ou bien comme elle le dit franchement, vers une vie totalement indépendante mais où elle serait partie un mois par an en vacances, avec un amant « car c'est plus amusant d'être deux pour des vacances ». Alors qu'elle a les mêmes diplômes que son mari, elle n'a jamais pu les utiliser à cause du mariage. Elle va donc remédier à cette injustice.

Le maintien de l'ordre établi est perpétué par la bourgeoisie en son sein même. C'est l'exemple de cette femme enfermée dans ses cuivres, son argenterie et aussi entre les barreaux d'une éducation sévère, sans issue et sans choix.

Au contraire, sur le dernier visage du film, celui

d'une ouvrière, se lit le mélange des différentes formes d'oppression, mais en même temps de l'issue et de la lutte. Après une vie peu épanouissante avec son mari, la venue non-désirée des enfants, suivie d'avortements, cette femme va prendre sa vie en main. Elle prend le dessus et a la joie de pouvoir compter sur ses propres forces.

Ce film est à voir sans hésiter. A travers tous ces différents témoignages, la remise en question personnelle, la lutte organisée, la joie d'avoir gagné sur l'oppression, tout cela débouche sur la perspective d'en finir avec cet ordre qui ne tient plus, celui du capitalisme.

Au « Bonaparte » - 76, rue Bonaparte - 6e Métro St-Sulpice Tél 326 12 12.



Un film sur l'oppression de la femme, dans son travail et dans sa vie

## «Aurore» et «Nora», deux bandes dessinées sur la femme

Les « Editions des femmes » nous ont récemment adressé deux ouvrages. « Aurore » est une bande dessinée présentée par Adela Turin et Annie Goëtzinger coloriée par Francesca Cantarelli. Elle est suivie d'une biographie détaillée de la vie de George Sand. « Nora » est également une bande dessinée présentée par Ginzia Ghigliano et encore coloriée par Francesca Cantarelli. Elle est suivie du texte intégral de la célèbre pièce d'Ibsen « Maison de poupée ».

Nos lecteurs comprendront que nous ne parlons de ces ouvrages que parce qu'ils abordent le problème de l'émancipation des femmes, et non parce qu'ils constitueraient des contributions particulières au marxisme-léninisme. George Sand comme Ibsen, bien que contemporains de Marx et Engels, ne se sont pas consacrés aux mêmes problèmes que les deux fondateurs du socialisme scientifique.

Les deux volumes des « Editions des femmes » n'en présentent pas moins d'intérêt, dans la mesure où ils interviennent dans le sens des revendications essentielles des femmes s'opposant à l'idéologie bourgeoise du mariage. George Sand, tout comme le personnage « Nora » d'Ibsen voulaient être des femmes libres et responsables. Cette dernière finit par se révolter contre la société dans laquelle elle a grandi, en prenant conscience qu'elle n'a jamais été, tant pour son père que pour son mari, qu'une simple « poupée », objet de leur égoïsme. Et elle rompt brutalement avec son passé en abandonnant ce mari, tout surpris, qui la considérait comme ce que nous appelons aujourd'hui, une « femme-objet ».

Les deux livres ont une présentation très soignée, les dessins sont souvent d'une très grande finesse et les couleurs très réussies.

## Un nouveau numéro de l'Épique est paru

Le COBA (Collectif pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du monde de football) vient de publier un nouvel exemplaire de l'« Épique », journal de contre-information tiré à 60 000 exemplaires et destiné à être diffusé pendant la durée du « Mondial ».

L'« Épique » est en vente au prix de 2 F (1,50 F pour plus de 50 exemplaires) et les groupes de base du COBA, de même que toutes les personnes intéressées sont invitées à en passer commande au COBA - 14, rue de Nanteuil - Paris 15e - ou de préférence aux COBA régionaux des villes suivantes, chacun d'eux se chargeant de la diffusion dans les départements indiqués.

BORDEAUX : Marie-Françoise Colomes, 41, rue Roborel de Clemens (33 - Bordeaux)  
DIJON : COBA-Dijon, Librairie « Les doigts dans la tête », 55, rue Chabot-Chany (21 - Dijon)  
GRENOBLE : COBA c/o Club Léo Lagrange, 182, cours Berriot (38 - Grenoble)  
LILLE : COBA-Lille, 51, rue de Gand (59 - Lille)  
STRASBOURG : COBA-Strasbourg c/o CEDETIM, 30, avenue du Maréchal Juin (67000 - Strasbourg)  
TOULOUSE : COBA-Toulouse c/o PSU, 3, rue d'Aubuisson (31 - Toulouse)  
TOURS : Luigi Méry, 21, Place du Grand Marché (37 000 - Tours)  
CLERMONT-FERRAND : Robert Charbonnier, Bat. G. Puy d'Anzelles (63370 - Lempdes)  
LYON : COBA-Lyon, Centre Premier Mai (Victor Frémaux), 8, rue Saint-Georges (69025 - Lyon)  
MARSEILLE : Odile Fourrest, 43, rue de Vendôme (13007 - Marseille)  
NANTES : COBA-APL, 28, bis Bld. Schumann (44000 - Nantes)  
PARIS : COBA, 14, rue de Nanteuil (75015 - Paris)  
PERPIGNAN : Jean-Loup Knecht, 4, rue Paul Giera (66000 - Perpignan)  
RENNES : COBA c/o Cobrespall - BP 561 - (35007 - Rennes Cedex)  
ROUEN : Patrick Adville, 88, rue d'Ernemont (76000 - Rouen)



DES JOURNALISTES RACONTENT...

## Un mois de reportage en Chine

# L'accueil d'un peuple libre

Quand on visite un pays, l'accueil qu'on y reçoit, l'attitude des dirigeants comme des gens du peuple reflète bien sûr le système social et ses rapports.

La Chine vient de sortir d'une situation difficile où la lutte des classes avait pris un caractère très aigu, où l'avenir avait pu s'assombrir pour le peuple du fait des orientations que les Quatre avaient réussi à infil-

trer dans une certaine mesure et de leurs répercussions sur la production et la vie de tous les jours.

Dans plusieurs villes, nos hôtes nous disaient qu'avant, il n'aurait pas été possible de nous recevoir ainsi : dans des conditions de tranquillité. Eux-mêmes n'auraient pas pu nous parler et la division, la suspicion introduite dans le peuple fermait les bouches. Ces désordres en certains endroits, au-



Notre accompagnateur vétéran (3e à gauche) nous disait : « Du temps des Quatre, on n'osait plus plaisanter. Je ne plaisantais plus qu'en famille avec ma femme et mes enfants ». Avec nous, il plaisantait toujours. C'était finalement en famille aussi, disait-il, « la grande famille des communistes, la grande famille de tous les peuples du monde ».



A gauche la responsable du musée Mao Tsé-toung à Shaoshan (village natal du président). A droite, le président de la commune populaire du même endroit. Nous offrons quelques cadeaux avant de partir, dont un disque de la « Lyre des travailleurs ». La responsable nous avait chanté, en toute simplicité, une chanson quelques heures auparavant...

tabous, des barrières à l'activité quotidienne qu'on ne savait plus comment se conduire, travailler : « On ne savait plus parler », nous a-t-on dit souvent.

Bien sûr, ce phénomène était variable suivant les provinces, les villes, les secteurs, selon l'influence qu'avaient pu y prendre les Quatre et leurs partisans, la place, qu'ils pouvaient détenir dans les organes du pouvoir, mais à des degrés divers et cela était sensible aussi pour les étrangers : un coopérant que nous avons rencontré nous l'a confirmé.

état d'esprit chez tous les vétérans que nous avons rencontrés.

### « LE COMMUNISME, C'EST LA JEUNESSE DU MONDE »

Nous retrouvions en eux les yeux brillants, la vigueur et l'espoir qui revient sur le visage de nos vétérans à nous : combattants de la Résistance, quand ils revivent en racontant cette période à la fois terrible et exaltante, quand ils étaient debout,

« Le communisme, c'est la jeunesse du monde », ces paroles de Paul Vaillant-Couturier prenaient alors tout leur poids. Nous pensions alors à ceux de Russie, privés du fruit de leurs combats dans leur pays redevenu capitaliste et occupant à son tour d'autres pays. Nous pensions alors à ceux de France, à leurs espoirs déçus après 1945, qui voient que leur parti a abandonné même cet objectif, les conduisant dans l'impasse. Nous pensions à ceux qui,

### UN PAYS OÙ LES OUVRIERS ONT LE POUVOIR

La qualité de la réception n'était due ni à notre richesse, ni à notre puissance dans le pays ! Les portes étaient ouvertes bien plus que chez nous. Nous nous sentions comme quand nous faisons un reportage dans une usine occupée, où les ouvriers sont les maîtres du terrain ; en Chine, ils sont maîtres du pays, de l'État. Ils ont le pouvoir, ce n'est pas l'argent qui ouvre les portes !

Nous étions reçus comme des frères de classe qui menons dans notre pays la lutte pour qu'un jour, les ouvriers soient les maîtres comme ils le sont en Chine.

Cette fraternité, c'est bien sûr d'abord avec nos accompagnateurs, au fil des jours, qu'elle s'est manifestée. Nous avions justement avec nous un vétéran : engagé dans l'Armée populaire de Libération à 14 ans, (guerre antijaponaise, guerre contre le Kuomintang), il travaillait dans la presse du parti dès avant la Libération. Que d'expériences dans sa vie bien remplie ! Que de modestie aussi ! Nous ne nous lassions pas de discuter avec lui. Il avait la vivacité, l'esprit, la gaieté d'un jeune, lui qui avait envisagé (du temps de la bande des Quatre) la perspective de reprendre le maquis. Il nous disait d'ailleurs : « Avec vous, je me sens 20 ans de moins ». Il disait aussi : « J'espère bien vivre assez longtemps pour venir chez vous quand vous aurez pris le pouvoir ». Nous avons trouvé cet



Ici, avec un dirigeant de la province du Hounan (province natale du président Mao où Houa Kouo-feng a eu des responsabilités pendant 22 ans), l'atmosphère est très détendue. Il est dirigeant d'une province de 60 millions d'habitants.

Détendue avec nous, détendue aussi avec le personnel de service, notre rencontre avec ce haut cadre fut marquée par un « incident ». Nos interprètes eurent quelques minutes de retard, et chacun dans notre langue, nous avions engagé une « conversation » où nous disions, les uns et les autres, notre satisfaction de nous rencontrer. Scène comique en effet : la jeune femme venue à ce moment nous porter le thé rituel en fut prise d'un fou rire franc, massif... et communicatif !

le fusil à la main, face à l'ennemi, quand ils pensaient construire dans ce combat un monde où les travailleurs seraient les maîtres.

La différence, c'est que ces vétérans chinois avaient cette joie, ce bonheur-là, en parlant de leur monde d'aujourd'hui. Un soir, lors d'un repas, où nous avions recensé trois générations présentes autour de la table, Chinois et Français, nous avons ressenti cette unité et cette jeunesse que donne le combat commun, au-delà des distances, au-delà du temps, pour un monde sans classe.

refusant d'abandonner la voie révolutionnaire, ont fondé le Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Il y a beaucoup à dire sur l'attitude à notre égard des gens du peuple que nous avons simplement rencontrés, en visite, dans tel ou tel magasin, en promenade. Nous y reviendrons dans un article ultérieur.

Jacques DUROC

EN DÉCEMBRE 1976  
APRÈS LA MORT DE  
MAO TSE-TOUNG  
UNE DÉLÉGATION  
DE COMMUNISTES  
MARXISTES-  
LÉNINISTES  
DIRIGÉE PAR  
JACQUES JURQUET  
SE RENDAIT  
EN CHINE

Le récit de voyage est  
toujours disponible  
sous forme  
de brochure

«La Chine  
reste  
rouge»

Prix 5F

Passer vos commandes et li-  
beller vos chèques à l'ordre  
d'APN-Éditions  
BP 279 75 866  
PARIS Cédex 18



## La France massacre au Tchad !

C'est à un véritable massacre organisé que se livrent les troupes coloniales françaises au Tchad. A 300 km de N'Djamena, 600 soldats encerclent, avec l'aide de l'aviation et des forces gouvernementales tchadiennes, un millier de patriotes tchadiens dans le but de les exterminer.

Les patriotes tchadiens sont enfermés dans une palmeraie, une vallée couverte de palmiers, entre deux falaises de 200 à 400 mètres. Il n'y a que deux passes resserrées en goullet, l'une à l'Ouest et l'autre à l'Est.

Outre les 600 militaires engagés dans l'opération, le gouvernement français a mis sur pied de guerre une quinzaine d'avions Jaguar et Mirage qui attaquent à la roquette, au canon et à la bombe.

Les patriotes opposent une résistance acharnée à ce massacre organisé par la France et le gouvernement tchadien. Un avion Jaguar a été abattu lundi matin, révélant ainsi l'opération que le gouvernement de Giscard aurait préféré voir passer plus inaperçue.

Si le gouvernement français intervient ainsi au Tchad, c'est pour le bénéfice et le profit exclusifs des monopoles français qui exploitent les richesses naturelles et le travail du peuple tchadien. Cette offensive coloniale est un crime barbare !

## Ils occupent !

(suite de la page 1)

L'après-midi, il y a de plus en plus de grévistes : ils votent à main levée pour l'occupation, à quoi les responsables de la CGT répondent par... une proposition de vote à bulletin secret le lendemain « sur la continuation de la grève ». Après quoi, ils disparaissent : le piquet de grève s'organise sans eux. Le mercredi, un groupe de cadres rôdent pour intimider le piquet. Beaucoup de travailleurs rentrent. Les grévistes défilent à nouveau dans la boîte : ça repart. La grève de 24 h reconductible est votée ! Il est toujours question d'occupation ; le

piquet s'organise comme la veille.

Nouvelle manifestation jeudi dans les ateliers, et dans l'après-midi, les deux syndicats parlent enfin d'occupation.

Elle est effective aussitôt. Les salaires de « privilégiés », comme prétend la direction (2 500 F avec les primes pour un OS, 2 900 F pour un Pl !), on n'en veut plus. Les revendications qu'« on ne peut satisfaire », comme prétend la direction, on veut les obtenir !

À la Lainière de Cambrai, c'est la répression accen-

tuée, les vexations de plus en plus fréquentes, les salaires très bas (de 1 700 F à 2 300 F), la prime qu'on perd pour trois absences « non motivées » comme ils disent, le personnel qu'on ne remplace pas (de 4 500 en 1970, on est tombé à 2 800 aujourd'hui) ce qui oblige même des anciennes ou des femmes enceintes à travailler à des postes très durs, c'est le mépris de la direction et le reflet des revendications.

Alors c'est la grève, depuis lundi après-midi : on reste d'abord à l'extérieur, avec un piquet qui laisse

passer un peu de monde, puis qui interdit toute entrée (sauf le directeur) et finalement on occupe, pour empêcher des camions de sortir du matériel. On prévoit de manifester pour populariser, pour contrer la direction qui parle, bien sûr, « d'entrave à la liberté du travail » et a fait déposer quelques plaintes au tribunal.

On prend contact avec les autres usines du groupe (Roubaix, Douai, Courcelles-Lens). La dernière lutte, c'était en 1974. Aujourd'hui, c'est beaucoup plus fort.

# Face à l'offensive russe en Afrique

- Mise en garde de Carter à Moscou
- Préparation de la conférence de Paris sur l'Afrique
- Visite du ministre chinois des affaires étrangères au Zaïre

**L'URSS EST ACCUSÉE D'ESPIONNER** l'ambassade des États-Unis à Moscou mais aussi le secrétariat d'État de l'ONU. Le magazine américain « Penthouse » affirme que deux cents employés soviétiques du secrétariat des Nations Unies à New-York sont des espions du KGB. Quant à l'ambassade américaine à Moscou, les faits ont plus faciles à établir, puisque le gouvernement américain a découvert du matériel électronique d'espionnage dans les locaux.

**DES HEURTS VIOLENTS ONT OPPOSÉ PENDANT CINQ HEURES MARDI LES ÉTUDIANTS IRANIENS ET LA POLICE.** La lutte des étudiants iraniens de l'université de Téhéran se poursuit donc quoique fasse et dise le régime dictatorial du Chah. On estime à 600 le nombre des étudiants descendus mardi dans la rue pour exiger que les gardes armés se retirent de l'université et des bâtiments annexes.

**SEMAINE ANTI-IMPÉRIALISTE ET ANTIHÉGÉMONISTE**  
LES 2, 3 ET 4 JUIN À PARIS  
Maison du Maroc — Boulevard Jourdan  
Mo Cité Universitaire

À l'appel de  
— Association générale des étudiants du Gabon (AGEG)  
— Association des stagiaires et étudiants des Comores (ASEC)  
— Guinéens pour la Démocratie nouvelle (GDN)  
— L'Union nationale des étudiants centrafricains (UNECA)  
— L'Union nationale des étudiants du Kamerun (UNEK)

Avec le soutien de l'Humanité rouge, du PCRM, d'Aydinlik (journal marxiste-léniniste de Turquie), du Comité pro-fondation du Parti des travailleurs dominicains (PTD), des marxistes-léninistes zairois, l'Organisation du travailleur tunisien (El Amel Tounsi), d'O Salto (journal des travailleurs portugais émigrés), du Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine, du Parti communiste révolutionnaire d'Uruguay.

La participation de : l'AMFP (Association médicale franco-palestinienne), du CPKDF, (Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France), du Comité Zimbabwe, des patriotes libanais, des patriotes mauritaniens.

### PROGRAMME

Vendredi 2 juin — 20 H : Intervention commune d'ouverture - Messages des organisations amies - chants, poèmes, danses.

Samedi 3 juin à partir de 15 h : Film sur la Palestine, Film sur le Zimbabwe, Intervention de l'UNECA (Centrafrique), Intervention de l'AGEG (Gabon), Débat spécial sur l'Afrique australe avec un délégué du PAC.

Dimanche 4 juin à partir de 15 h : Film sur le Kampuchea et débat, intervention de l'UNEK (Kamerun), intervention de l'ASEC (Comores), discours de clôture.

Alors que la Conférence de Paris sur l'Afrique doit s'ouvrir lundi prochain, Valéry Giscard d'Estaing a reçu jeudi le président Félix Houphouët Boigny, chef d'État de la Côte d'Ivoire.

Déjà en recevant Giscard en Côte d'Ivoire, Houphouët Boigny avait déclaré en avril 1976 : « Quand l'Occident laisse un vide quelque part, les Russes le comblent aussitôt. Mais ils ne prennent pas de risques. Dès qu'une résistance se manifeste, ils reculent... Il faut donc quelqu'un qui ait le courage de dire non à l'expansionnisme soviétique ».

Le président ivoirien avait alors proclamé solennellement : « Occidentaux, n'abandonnez pas l'Afrique aux Soviétiques ». Même si l'indépendance de l'Afrique ne peut qu'être l'œuvre des peuples africains eux-mêmes, il faut bien remarquer que les présages d'Houphouët Boigny se sont révélés justes : l'offensive de l'URSS en Afrique a pris de l'ampleur en deux ans, le Zaïre est là pour nous le rappeler, lui qui est attaqué par les mercenaires de Moscou.

Voulant défendre et même espérant développer leurs intérêts en Afrique, un certain nombre de pays occidentaux ont répondu à l'appel lancé par le chef de l'État ivoirien et par d'autres encore. Le but de la conférence de Paris est de continuer dans ce sens, de façon plus coordonnée.

L'expansion soviétique dans le monde et en Afrique

a aussi été au centre du sommet de l'OTAN. Mercredi, faisant allusion à la présence russe (et cubaine) en Afrique, le président américain Carter devait déclarer : « Les chefs d'État ou de gouvernement des 15 pays membres de l'Alliance atlantique ont pris note, avec préoccupation, des cas répétés dans lesquels l'Union soviétique et certains de ses alliés ont exploité des situations d'instabilité et de conflit régional dans certains pays du tiers monde... »

Sur la base de cette constatation, Carter a attiré l'attention de Moscou sur un point : « Une attaque contre l'Europe aurait toutes les conséquences d'une attaque contre les États-Unis. Qu'il n'y ait pas de malentendu : les États-Unis sont prêts à utiliser tous les moyens nécessaires à la défense du périmètre de l'OTAN. »

Outre le fait que ces déclarations contredisent de fait l'idée mensongère qu'il existerait aujourd'hui une détente dans le monde, elles montrent bien aussi que dans leur rivalité, les deux super-puissances USA et URSS concentrent bien toute leur attention sur l'Europe.

C'est dans ce même climat d'offensive russe en Afrique qu'il faut situer aussi la décision que vient de prendre la Chine socialiste. Le ministre des Affaires étrangères chinois se rendra à Kinshasa au Zaïre, du 3 au 7 juin, pour s'entretenir avec les dirigeants zairois.

Ce geste a une grande portée symbolique.

Le fait, que le ministre des Affaires étrangères se déplace en personne et précisément à l'heure où le Zaïre vient de repousser une nouvelle agression pro-soviétique, montre une

fois de plus que la Chine entend jouer tout son rôle dans la lutte contre l'expansionnisme impérialiste et surtout contre l'expansionnisme de la puissance impérialiste la plus dangereuse et la plus offensive aujourd'hui : l'URSS.

### ● Rhodésie

## Les racistes tirent des plans

Le 3 mars dernier, Smith le dirigeant raciste rhodésien signait un accord de gouvernement avec trois personnalités noires qui se sont vendues aux colons blancs racistes. Ce gouvernement est dirigé par un conseil exécutif provisoire composé de Smith et des trois Noirs. Toutes les mesures prises jusqu'à présent consistent à fournir à la minorité blanche, actuellement au pouvoir, les moyens de poursuivre sa domination après la pseudo-indépendance qui devrait être proclamée avant le 31 décembre de cette année.

Récemment, Smith a pris de nouvelles dispositions qui vont toujours dans ce sens. On le savait déjà : sur les 100 sièges du futur Parlement, 28 seront d'office réservés aux Blancs alors que ceux-ci ne constituent qu'à peine 3 % de la population. Pour le mode de scrutin,

il a été décidé de prendre exemple sur celui d'Israël. Par ailleurs, il a été également décidé que le pays serait doté, après l'indépendance, d'une chambre haute composée de 10 chefs de tribus, 10 responsables gouvernementaux et de 10 Blancs.

Cette chambre aura le pouvoir de proposer des lois, de les examiner et de retarder leur application pendant six mois. Or les 10 chefs de tribus seront choisis en fonction de leur degré d'obéissance au gouvernement qui sera, de fait, toujours sous la direction des Blancs.

Ce « règlement interne » est un bluff et l'une des personnalités noires, l'évêque Muzorewa a dû, à diverses reprises, se démarquer des positions prises par le comité exécutif, dont il fait partie, pour pouvoir garder un soupçon de crédibilité.